

Le projet actuel de base commune ne m'enthousiasme guère.

Il y a quelques semaines, une contribution collective intitulée « C'est le moment » soulignait : « notre parti perd pied dans la vie politique nationale » et indiquait : « C'est le moment de notre propre révolution pour hisser le PCF à la hauteur des défis de notre temps. Il faut saisir ce moment car il ne reviendra pas ».

Je ne crois pas que le texte dans son état actuel soit à la hauteur de la situation.

Je ne parle pas de l'analyse du capitalisme qui me convient bien (dépossession totale des travailleurs-euses de la maîtrise et de la finalité de leur travail, incapacité à relever le défi du réchauffement climatique, privatisation et marchandisation progressive de toutes les activités humaines, spéculation financière effrénée, recul en matière de démocratie et de liberté etc...)

D'autres points en revanche devraient à mon sens être revus ou complétés :

- L'analyse de nos difficultés et des causes de notre affaiblissement doit remonter beaucoup plus loin dans le temps, à la chute du mur de Berlin. Bien sûr, nous avons déjà analysé la nature et l'échec final des régimes des Pays de l'Est, mais, en particulier pour les jeunes générations, comment pouvons-nous dire « le communisme est la question du XXI^e siècle » sans revenir sur ces analyses de ce que nous appelions à l'époque « le socialisme réel » ?

Je me demande si nous n'avons pas nous aussi été victimes du syndrome de « la fin de l'histoire ».

Les commémorations du centenaire de la révolution russe ont rappelé le caractère éminemment populaire de la révolution à ses débuts, son caractère féministe, et, j'en ai été plus surpris, ses points positifs, là aussi uniquement au départ, sur le plan écologique. Nous n'avons pas à renier tout cela. Ni les réussites (je pense à Cuba en particulier) dans les domaines de la santé ou de l'éducation.

Nous devons pouvoir dire très clairement en quoi cette histoire est la nôtre et, en même temps (désolé d'emprunter ce terme popularisé par Macron !) en quoi elle a dénaturé complètement notre idéal.

- Et ensuite bien sûr, dans un deuxième temps, quel travail pour réhabiliter l'idée communiste, lui redonner une figure attractive !!

Nous devons pouvoir dire beaucoup plus nettement : « Qu'appelons nous communisme aujourd'hui » ? Nous ne pouvons nous contenter de dire que « c'est dans les luttes concrètes, sur tous les terrains, que se construisent les possibilités d'un dépassement réel du système capitaliste ». Il faut pouvoir décrire plus précisément vers quelle société nous voulons aller, quelle perspective politique crédible nous proposons.

Bien sûr, les cinq transformations constitutives de notre projet (thèse n°22 dans le texte) sont intéressantes. Mais, par exemple, l'objectif « ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail » mérite d'être largement explicité. Comme le dit le texte « Pour un printemps du communisme », « nous ne pourrions redonner ses couleurs à l'idée communiste d'une humanité libérée de l'exploitation sans proposer une conception nouvelle de la socialisation des moyens de production ». Nous ne sommes pas assez précis quand nous disons « l'heure est venue de faire grandir les pouvoirs de décision économique pour les travailleurs ». Quelles mesures précises ? Quel domaine de nationalisations ? Comment éviter l'étatisation ?

- Au sujet du Front de Gauche :

Je pense que nous avons raté une occasion qui peut-être ne se représentera pas. Durant les années fastes du FDG, des regards se sont portés ou reportés vers nous. Evidemment nous ne sommes pas seuls responsables de cet échec. Mais nous ne pouvons évacuer notre part. Nous avons raté une occasion de construire un espace dans lequel nous allions pouvoir travailler, à égalité, avec d'autres. Je comprends l'argument disant que l'adhésion directe au FDG allait entraîner la dilution du Parti dans une nouvelle entité. Mais avons-nous fait tout ce qu'il fallait pour trouver des solutions ? Le projet dit : « nous n'avons pu ou su trouver les moyens et les lieux pour trancher démocratiquement les débats politiques d'orientation ». Mais je n'ai pas le souvenir que nous ayons été très à l'offensive pour mettre en place des assemblées citoyennes (alors pourtant que nous nous disions opposés à un cartel de partis).

Aujourd'hui, la création « d'un forum national politique » est évoquée. Personnellement je ne peux absolument pas l'envisager sans la création

parallèle de forums locaux (peu importe le nom) sans lesquels les décisions ne seraient prises qu'en haut.

Je note avec plaisir la phrase « N'avons - nous pas sous-estimé l'état de décomposition des principales forces de cet espace politique, leur rejet global par l'opinion qui englobait jusqu'au frondeurs socialistes ? ». Le mot « sous-estimé » me paraît faible. Nous avons été aveugles. Et nous avons brouillé complètement notre image (en partie redorée par le FDG) en collant au PS pour des raisons électorales. Si nous avons été plus conscients de ce rejet viscéral du PS, peut-être aurions nous mis un peu plus d'énergie à chercher des solutions viables et satisfaisantes pour nous pour faire vivre (et évoluer) le FDG. Nous avons raison de dire : « A nous de créer les conditions, les cadres et les espaces politiques pour travailler avec toutes celles et tous ceux qui ont eu le FDG au cœur ». Mais pourquoi ne pas l'avoir fait au moment du FDG ? Aujourd'hui, la France Insoumise s'est installée et ce que nous avons à faire doit se faire dans des conditions nettement moins bonnes.

Je ne sais pas si notre Parti peut reprendre pied dans la vie politique nationale. J'espère en tous les cas que le congrès ne va pas voir s'opposer des « lignes » ou des « clans ». Bien sûr des points de vue divers existent dans le Parti, mais, ce qui est à l'ordre du jour c'est de valoriser l'apport de chacun. Et d'ailleurs si cela avait été à l'ordre du jour dans les décennies passées, il est bien évident que notre Parti ne serait pas dans la situation actuelle.